

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205575]

**1 OKTOBER 2018. — Ministerieel besluit betreffende de inhoud en nadere actualiseringsregels voor het EPB-certificaat voor openbare gebouwen**

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

Gelet op het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, artikel 30, § 5, leden 2 en 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, artikelen 39, 40 en 52;

Gelet op het rapport van 2 oktober 2017 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 63.683/4 van de Raad van State, gegeven op 2 juli 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.**Art. 2.** Naast de elementen bedoeld in artikel 30, § 2, van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen en in artikel 36 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, bevat het EPB-certificaat voor openbare gebouwen volgende indicatoren :

- 1° het genormaliseerd jaarlijks verbruik van primaire energie in verhouding tot de verwarmde vloeroppervlakte, gewogen met de bezettingsgraad voor het jaar van verbruik, uitgedrukt in kWh/m<sup>2</sup>.jaar;
- 2° de CO<sub>2</sub>-emissies, uitgedrukt in CO<sub>2</sub>/m<sup>2</sup>.jaar;
- 3° het percentage energie uit hernieuwbare bronnen in het jaarlijks energieverbruik.

**Art. 3.** De indicatoren bedoeld in artikel 2 worden jaarlijks vastgesteld en geactualiseerd overeenkomstig het protocol en de software bedoeld in artikel 38 van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.

Namen, 1 oktober 2018.

J.-L. CRUCKE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205576]

**1<sup>er</sup> OCTOBRE 2018. — Arrêté ministériel relatif au contenu et aux modalités de participation et d'organisation de la formation et de l'examen des candidats à l'agrément de certificateur PEB de bâtiment public**

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

Vu le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 2°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, les articles 57, § 5, et 58, § 3;

Vu le rapport du 2 octobre 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 63.684/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments.**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° le décret du 28 novembre 2013: le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;
- 2° l'arrêté du 15 mai 2014: l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;
- 3° l'Administration : la Direction du Bâtiment durable du Département de l'Énergie et du Bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie;
- 4° le centre : le centre de formation de certificateurs PEB de bâtiment public, agréé conformément aux exigences de l'arrêté;
- 5° le candidat : la personne physique ayant introduit une demande d'agrément en qualité de certificateur PEB de bâtiment public, conformément aux exigences de l'arrêté du 15 mai 2014;
- 6° le logiciel : le logiciel visé à l'article 38 du décret du 28 novembre 2013;
- 7° le protocole : le protocole visé à l'article 54 de l'arrêté du 15 mai 2014;
- 8° la formation : la formation visée à l'article 57, § 4, de l'arrêté du 15 mai 2014;

- 9° l'examen : l'examen visé à l'article 58, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 15 mai 2014;
- 10° le formateur : le membre du personnel enseignant qualifié répondant aux conditions de l'article 74 de l'arrêté du 15 mai 2014.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration met à disposition du centre :

- 1° la liste des candidats;
- 2° les supports pédagogiques de la formation, comprenant au minimum :
  - a) la version mise à jour du logiciel;
  - b) le protocole;
  - c) le formulaire de relevé des données sur le terrain;
  - d) le contenu pédagogique de la formation établi sur des diapositives ou sur tout autre support;
- 3° les supports administratifs relatifs à l'organisation de la formation et de l'examen, comprenant au minimum les questionnaires de l'examen, accompagnés du corrigé et de la méthode de cotation.

Les ressources peuvent être mises à disposition du centre par voie électronique.

§ 2. L'Administration publie sur son site internet les modalités d'inscription à la formation et les dates des sessions planifiées par le centre.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le centre :

- 1° admet à la formation et à l'examen les seuls candidats repris dans la liste mise à disposition par l'Administration et utilise la liste des candidats aux seules fins de la formation et de l'examen;
- 2° confirme aux candidats leur inscription et leur communique les lieux, les dates et les modalités pratiques de la formation et de l'examen;
- 3° utilise, exclusivement, chacun des supports pédagogiques et administratifs de la formation mis à disposition par l'Administration;
- 4° ne modifie pas le contenu des supports de la formation et n'utilise d'autres supports qu'avec l'accord préalable et écrit de l'Administration;
- 5° met à disposition de chaque candidat les supports de la formation, en ce compris un syllabus reprenant le contenu pédagogique;
- 6° met à disposition de chaque candidat inscrit à la formation les locaux et le matériel informatique nécessaires au bon déroulement de la formation et de l'examen;
- 7° communique à l'Administration le rapport sur la session de formation ou d'examen visé à l'article 72, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du 15 mai 2014, au format papier et par voie électronique;
- 8° communique à l'Administration, sans délai, toute modification pouvant avoir un impact sur l'agrément de centre de formation de certificateurs PEB de bâtiment public;
- 9° sauf autorisation préalable demandée au moyen du formulaire mis à disposition par l'Administration, fait appel exclusivement aux formateurs renseignés dans la demande d'agrément en tant que centre de formation pour dispenser la formation et l'examen.

Le rapport visé au 7° est établi conformément au modèle mis à disposition par l'Administration.

§ 2. Les supports de la formation sont réservés exclusivement à la formation des candidats.

Ils ne font l'objet d'aucune forme de diffusion, partielle ou intégrale, en dehors du cadre de la formation, sauf accord préalable et écrit de l'Administration et sont la propriété exclusive de l'Administration.

**Art. 5.** En cas de circonstances exceptionnelles et indépendantes de la volonté du candidat, l'absence à l'examen est tolérée par le centre, à charge pour le candidat de fournir un document probant justifiant l'absence. Ce document est conservé par le centre et une copie est jointe au rapport de session et d'examen.

En cas d'absence justifiée à l'examen, le candidat subit l'épreuve lors d'une nouvelle session d'examen.

**Art. 6.** L'examen est constitué d'un cas pratique à résoudre à l'aide du logiciel et d'un questionnaire à choix multiple mis à disposition par l'Administration.

En cas d'échec à l'examen, le candidat s'inscrit à une session ultérieure de formation et d'examen.

L'Administration peut assister à la formation et à l'examen.

**Art. 7.** Le candidat qui ne présente pas l'examen sans pouvoir justifier son absence conformément à l'article 5, ou qui est absent à une journée de formation, est exclu de la promotion de candidats.

En vue de l'obtention de l'agrément, le candidat s'inscrit à une session ultérieure de formation et d'examen.

**Art. 8.** Le centre gère les litiges portant sur les notes obtenues à l'examen.

Le responsable du centre gère les recours de candidats à l'encontre d'un formateur et informe l'Administration des suites données au recours.

Un conflit persistant entre le centre et le candidat au sujet d'un formateur est inscrit à l'ordre du jour d'un comité de suivi.

**Art. 9.** Un comité de suivi réunissant le centre et l'Administration, peut être tenu en vue, notamment, d'analyser et de remédier aux dysfonctionnements de la formation ou de son organisation, d'évaluer les adaptations du contenu pédagogique de la formation, d'émettre un avis sur la qualité de la formation ou des formateurs.

Le comité de suivi est constitué de un ou plusieurs représentants de l'Administration, d'un ou deux représentants du centre et tout autre membre coopté.

Le centre assure le secrétariat du comité de suivi.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

J.-L. CRUCKE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205576]

**1. OKTOBER 2018 — Ministerieller Erlass über den Inhalt und die Teilnahme- und Organisationsmodalitäten der Ausbildung und der Prüfung der Bewerber um die Zulassung als PEB-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude**

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,

Aufgrund des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, Artikel 42, § 1 Absatz 1, Ziffer 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, Artikel 57, § 5 und 58 § 3;

Aufgrund des Berichts vom 2. Oktober 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 2. Juli 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 63.684/4 des Staatsrats,

Beschließt:

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° das Dekret vom 28. November 2013 : das Dekret vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;
- 2° der Erlass vom 15. Mai 2014: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;
- 3° die Verwaltung: die Direktion Nachhaltiges Bauwesen der Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 4° das Zentrum: das Ausbildungszentrum für PEB-Ausweissteller für öffentliche Gebäude, das gemäß den Anforderungen des Erlasses zugelassen worden ist;
- 5° der Bewerber: die natürliche Person, die einen Zulassungsantrag als PEB-Ausweissteller für öffentliche Gebäude gemäß den Anforderungen des Erlasses vom 15. Mai 2014 eingereicht hat.
- 6° die Software: die in Artikel 38 des Dekrets vom 28. November 2013 genannte Software;
- 7° die Vorgehensweise: die in Artikel 54 des Erlasses vom 15. Mai 2014 genannte Vorgehensweise;
- 8° die Ausbildung: die in Artikel 57 § 4 des Erlasses vom 15. Mai 2014 genannte Ausbildung;
- 9° die Prüfung: die in Artikel 58 § 1 des Erlasses vom 15. Mai 2014 genannte Prüfung;
- 10° der Ausbilder: das Mitglied des qualifizierten Lehrpersonals, das den Bedingungen von Artikel 74 des Erlasses vom 15. Mai 2014 genügt.

**Art. 3** - § 1. Die Verwaltung stellt zur Verfügung des Zentrums:

- 1° die Liste der Bewerber;
- 2° das Lehrmaterial für die Ausbildung, das mindestens das Folgende umfasst:
  - a) die aktualisierte Version der Software;
  - b) die Vorgehensweise;
  - c) das Formular zur Erfassung der Felddaten;
  - d) den auf Diapositiven oder jeglichem anderen Träger festgehaltenen Lehrinhalt;
- 3° die verwaltungstechnischen Instrumente zur Organisation der Ausbildung und der Prüfung, und zwar mindestens die Fragebögen der Prüfung samt Lösungen und Bewertungsmethode.

Die Hilfsmittel können dem Zentrum elektronisch zur Verfügung gestellt werden.

§ 2. Die Verwaltung veröffentlicht die Modalitäten für die Anmeldung zur Ausbildung und das Datum der vom Zentrum geplanten Sitzungen auf ihrer Webseite.

**Art. 4** - § 1. Das Zentrum:

- 1° lässt nur diejenigen Bewerber zur Ausbildung und zur Prüfung zu, die auf der von der Verwaltung bereitgestellten Liste stehen, und verwendet die Liste der Bewerber nur zu Ausbildungs- und Prüfungszwecken;
- 2° übermittelt den Bewerbern eine Bestätigung ihrer Anmeldung und teilt ihnen Ort, Datum und praktische Modalitäten der Ausbildung und der Prüfung mit;
- 3° verwendet ausschließlich das ganze von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Lehrmaterial und alle verwaltungstechnischen Instrumente der Ausbildung;
- 4° ändert nichts an dem Inhalt des Ausbildungsmaterials und verwendet andere Instrumente nur mit der vorherigen schriftlichen Genehmigung der Verwaltung;

- 5° stelt jedem Bewerber das Ausbildungsmaterial zur Verfügung, darunter auch eine Unterrichtsunterlage mit dem Lehrinhalt;
- 6° stellt jedem zur Ausbildung angemeldeten Bewerber die zum guten Ablauf der Ausbildung und der Prüfung notwendigen Räume und Computerausrüstung zur Verfügung;
- 7° übermittelt der Verwaltung in Papierform und auf elektronischem Wege den in Artikel 72 § 1 Absatz 2 des Erlasses vom 15. Mai 2014 erwähnten Bericht über die Ausbildungs- bzw. Prüfungssitzung;
- 8° setzt die Verwaltung unverzüglich von jeder Änderung in Kenntnis, die sich auf die Zulassung eines Ausbildungszentrums für PEB- Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude auswirken könnte;
- 9° zieht ausschließlich die im Antrag auf Zulassung als Ausbildungszentrum identifizierten Ausbilder hinzu, um die Ausbildung und die Prüfung zu gewährleisten, es sei denn, eine anhand des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars beantragte Genehmigung wurde vorher erteilt.

Der in Ziffer 7 genannte Bericht wird nach dem von der Verwaltung bereitgestellten Muster erstellt.

§ 2. Das Ausbildungsmaterial wird ausschließlich zur Ausbildung der Bewerber genutzt.

Außerhalb des Rahmens der Ausbildung wird es nach außen hin keineswegs verbreitet, sei es ganz oder teilweise, außer mit der vorherigen, schriftlichen Genehmigung der Verwaltung, und ist exklusives Eigentum der Verwaltung.

**Art. 5** - Im Falle von außerordentlichen und vom Willen des Bewerbers unabhängigen Umständen ist das Fernbleiben von der Prüfung vom Zentrum geduldet, vorausgesetzt, dass der Bewerber ein Dokument zur Rechtfertigung des Fernbleibens vorweisen kann. Dieses Dokument wird vom Zentrum aufbewahrt und eine Kopie wird dem Sitzungs- und Prüfungsbericht beigefügt.

Bei gerechtfertigtem Fernbleiben von der Prüfung legt der Bewerber die Prüfung im Rahmen einer neuen Prüfungssitzung ab.

**Art. 6** - Die Prüfung besteht in einem praktischen Fall, der anhand der Software zu lösen ist, und in einem von der Verwaltung bereitgestellten Multiple-Choice-Fragebogen.

Bei nicht bestandener Prüfung meldet sich der Bewerber zu einer späteren Ausbildungs- und Prüfungssitzung an.

Die Verwaltung kann der Ausbildung und der Prüfung beiwohnen.

**Art. 7** - Der Bewerber, der ohne Rechtfertigung seines Fernbleibens im Sinne von Artikel 5 die Prüfung nicht ablegt oder an einem Ausbildungstag fehlt, wird von der Bewerbergruppe ausgeschlossen.

Um die Zulassung zu erhalten, meldet sich der Bewerber zu einer späteren Ausbildungs- und Prüfungssitzung an.

**Art. 8** - Das Zentrum behandelt die Streitigkeiten in Bezug auf die bei der Prüfung erzielten Punktzahlen.

Der Verantwortliche des Zentrums behandelt die Beschwerden der Bewerber gegen einen Ausbilder und informiert die Verwaltung über die infolge der Beschwerde getroffenen Maßnahmen.

Ein anhaltender Konflikt zwischen dem Zentrum und dem Bewerber betreffend einen Ausbilder wird auf die Tagesordnung eines Überwachungsausschusses gesetzt.

**Art. 9** - Das Zentrum und die Verwaltung können in einem Überwachungsausschuss zusammentreten, insbesondere um die Funktionsstörungen bei der Ausbildung oder deren Gestaltung zu analysieren und zu beheben, die Anpassungen des Lehrinhalts der Ausbildung zu bewerten und die Qualität der Ausbildung oder der Ausbilder zu begutachten.

Der Überwachungsausschuss setzt sich aus einem bzw. mehreren Vertreter(n) der Verwaltung, einem bzw. zwei Vertreter(n) des Zentrums und jeglichem kooptierten Mitglied zusammen.

Das Sekretariat des Überwachungsausschusses wird von dem Zentrum wahrgenommen.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 1. Oktober 2018

J.-L. CRUCKE

\_\_\_\_\_

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205576]

### 1 OKTOBER 2018. — Ministerieel besluit betreffende de inhoud en de modaliteiten inzake deelname aan en organisatie van de opleiding en het examen van de kandidaten voor de erkenning van EPB-certificeerder voor openbare gebouwen

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

Gelet op het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, artikel 42, § 1, eerste lid, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, de artikelen 57, § 5, en 58, § 3;

Gelet op het rapport van 2 oktober 2017 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 63.684/4 van de Raad van State, gegeven op 2 juli 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° het decreet van 28 november 2013: het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;
- 2° het besluit van 15 mei 2014: het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;
- 3° de Administratie : de Directie Duurzaam Gebouw van het Departement Energie en Duurzaam Gebouw van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;
- 4° het centrum : het opleidingscentrum voor EPB-certificeerders voor openbare gebouwen, erkend overeenkomstig de eisen van het besluit;
- 5° de kandidaat : de natuurlijke persoon die een aanvraag tot erkenning als EPB-certificeerder voor openbare gebouwen heeft ingediend overeenkomstig de eisen van het besluit van 15 mei 2014;
- 6° de software : de software bedoeld in artikel 38 van het decreet van 28 november 2013;
- 7° het protocol; het protocol bedoeld in artikel 54 van het besluit van 15 mei 2014;
- 8° de opleiding : de opleiding bedoeld in artikel 57, § 4, van het besluit van 15 mei 2014;
- 9° het examen : het examen bedoeld in artikel 58, § 1, van het besluit van 15 mei 2014;
- 10° de opleider : het lid van het gekwalificeerde onderwijzend personeel dat de voorwaarden van artikel 74 van het besluit van 15 mei 2014 vervult.

**Art. 3.** § 1. De Administratie stelt ter beschikking van het centrum :

- 1° de lijst van de kandidaten;
- 2° de pedagogische dragers voor de opleiding, met minstens :
  - a) de bijgewerkte versie van de software;
  - b) het protocol;
  - c) het formulier voor de opneming van de gegevens op het terrein;
  - d) de pedagogische inhoud van de opleiding vastgelegd op dia's of op elke andere drager;
- 3° de administratieve instrumenten met betrekking tot de organisatie van de opleiding en het examen, met inbegrip van ten minste de examenvragenlijsten, samen met de antwoorden en de scoringsmethode.

De hulpmiddelen kunnen langs de elektronische weg ter beschikking van het centrum gesteld worden.

§ 2. De Administratie maakt de inschrijvingsmodaliteiten voor de opleiding en de door het centrum geplande data van de zittingen op haar internetsite bekend.

**Art. 4.** § 1. Het centrum :

- 1° laat slechts de kandidaten die op de door de Administratie ter beschikking gestelde lijst opgenomen zijn toe op de opleiding en het examen en gebruikt de kandidatenlijst enkel voor de opleiding en het examen;
- 2° bevestigt de inschrijving van de kandidaten en geeft hen kennis van de plaatsen, de data en de praktische modaliteiten van de opleiding en van het examen;
- 3° gebruikt, uitsluitend, elk van de door de administratie ter beschikking gestelde pedagogische en administratieve dragers voor de opleiding;
- 4° wijzigt de inhoud van de opleidingsdragere niet en gebruikt andere dragere enkel en alleen met de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Administratie;
- 5° stelt de opleidingsdragere ter beschikking van elke kandidaat, met inbegrip van een syllabus waarin de pedagogische inhoud opgenomen is;
- 6° stelt de lokalen en het informaticamateriaal die nodig zijn voor het goede verloop van de opleiding en het examen ter beschikking van elke kandidaat die voor de opleiding ingeschreven is;
- 7° maakt het in artikel 72, § 1, tweede lid, van het besluit van 15 mei 2014, bedoelde rapport betreffende de opleidings- of examenzitting aan de administratie over op papieren drager en langs de elektronische weg;
- 8° geeft de Administratie onmiddellijk kennis van elke wijziging die een weerslag kan hebben op de erkenning van een opleidingscentrum voor EPB-certificeerders voor openbare gebouwen;
- 9° doet uitsluitend een beroep op de opleiders die in de erkenningsaanvraag opgegeven worden als opleidingscentrum om de opleiding en het examen te waarborgen, behoudens voorafgaande toestemming aangevraagd via het door de Administratie ter beschikking gestelde formulier.

Het rapport bedoeld in 7° wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Administratie ter beschikking gesteld model.

§ 2. De opleidingsdragere zijn uitsluitend voor de opleiding van de kandidaten bestemd.

Ze worden in geen enkele vorm, noch gedeeltelijk noch integraal, verspreid buiten het kader van de opleiding, behalve voorafgaand schriftelijk akkoord van de Administratie en zijn het exclusieve eigendom van de Administratie.

**Art. 5.** In geval van buitengewone omstandigheden die onafhankelijk zijn van de wil van de kandidaat, wordt de afwezigheid op het examen door het centrum toegestaan voor zover de kandidaat een bewijsstuk voor zijn afwezigheid overlegt. Dat document wordt door het centrum bewaard en een afschrift wordt bij het zittings- en examenverslag gevoegd.

In geval van gewettigde afwezigheid op het examen, legt de kandidaat de proef bij een nieuwe examenzitting af.

**Art. 6.** Het examen bestaat uit een praktisch geval dat aan de hand van de software opgelost moet worden en uit een vragenlijst met meerkeuzevragen die door de Administratie ter beschikking wordt gesteld.

Als de kandidaat niet voor het examen slaagt, schrijft hij zich in voor een latere opleidings- en examenzitting.

De Administratie kan de opleiding alsook het examen bijwonen.

**Art. 7.** De kandidaat die het examen niet aflegt zonder wettiging van zijn afwezigheid overeenkomstig artikel 5, of die een opleidingsdag mist, wordt uit de kandidatenpromotie uitgesloten.

Om de erkenning te verkrijgen schrijft de kandidaat zich in voor een latere opleidings- en examenzitting.

**Art. 8.** Het centrum beheert de geschillen m.b.t. de behaalde examenuitslagen.

De verantwoordelijke van het centrum beheert de beroepen die kandidaten jegens een opleider indienen en geeft de Administratie kennis van de gevolgen die aan het beroep gegeven worden.

Een geschil dat tussen het centrum en de kandidaat omtrent een opleider aanhoudt, wordt op de agenda van een opvolgingscomité geplaatst.

**Art. 9.** Een opvolgingscomité dat het centrum en de Administratie bijeenbrengt, kan gehouden worden om met name de storingen van de opleiding en van de desbetreffende organisatie te analyseren en te verhelpen, om de aanpassingen van de pedagogische inhoud van de opleiding te evalueren en om advies uit te brengen over de kwaliteit van de opleiding en de opleiders.

Het opvolgingscomité bestaat uit één of meer vertegenwoordigers van de Administratie, uit één of twee vertegenwoordigers van het centrum en uit elk ander gecoöpteerd lid.

Het centrum neemt het secretariaat van het opvolgingscomité waar.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 1 oktober 2018.

J.-L. CRUCKE

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2018/32099]

**21 OKTOBER 2018.** — Koninklijk besluit houdende toelating tot het dragen van de titel van eregouverneur van de Nationale Bank van België

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 2017 houdende verlenging van het mandaat van de gouverneur van de Nationale Bank van België;

Overwegende dat het mandaat van de heer Jan Smets, gouverneur van de Nationale Bank van België, eindigt op 1 januari 2019;

Overwegende de diensten die de heer Jan Smets aan de Nationale Bank van België en aan het Land heeft bewezen;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De heer Jan Smets krijgt de toestemming om de titel van eregouverneur van de Nationale Bank van België te dragen met ingang van 2 januari 2019.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 2 januari 2019.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 oktober 2018.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2018/32099]

**21 OCTOBRE 2018.** — Arrêté royal portant autorisation de porter le titre de gouverneur honoraire de la Banque nationale de Belgique

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 2017 portant prorogation du mandat du gouverneur de la Banque nationale de Belgique;

Considérant que le mandat de Monsieur Jan Smets, gouverneur de la Banque nationale de Belgique, se termine le 1<sup>er</sup> janvier 2019;

Considérant les services que Monsieur Jan Smets a rendus à la Banque nationale de Belgique et au Pays;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** M. Jan Smets est autorisé à porter le titre de gouverneur honoraire de la Banque nationale de Belgique à partir du 2 janvier 2019.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 janvier 2019.

**Art. 3.** Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 octobre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT